

présent nous avons toujours été minoritaires sur cette question ;

– un cadre organisé, strict, défini, a été accepté par les plus spontanéistes, alors que la force de ceux-ci aurait suffi à rendre impossible toute réunion du même type il y a à peine 3 ans.

d) une *amélioration sensible* du fonctionnement démocratique des coordinations est notable, permettant à celles-ci d'accroître leur pouvoir.

– le droit de tendance est instauré et accepté par tous : votes sur motions, délégations à la proportionnelle, élections au prorata des tendances ;

– le contrôle des mandats s'est opéré de façon de plus en plus stricte ; la représentation s'est perfectionnée ;

– le contenu des motions s'est enrichi et développé jusqu'à poser dans les faits le cadre d'une analyse de la situation politique et du mouvement étudiant ;

– le poids de la coordination nationale a pris progressivement de l'importance vis-à-vis des situations locales : les AG se tiennent presque partout pour préparer la coordination et des comptes-rendus se font aussi en AG. Dans l'ensemble, les décisions sont suivies d'application (ce qui ne fut pas le cas lors des premières coordinations en 1972) ;

– les directions élues (« collectif étudiant ») voient petit à petit leur rôle croître et s'autonomiser ; la tendance à ce qu'ils aient un pouvoir exécutif, progresse.

c) entre ces 5 coordinations, s'est dégagée une *tradition* : ceci rend plus difficile les scissions, même en fin de mouvement, comme on l'a vu le 28 avril.

– ces coordinations ressemblent en bien des points à des congrès de l'UNEF : elles sont dotées de statuts de fait (cf. la motion de Rouen sur le mode de délégation à la proportionnelle acceptée le 7 avril). Le progrès décisif est que ces « congrès » se tiennent au moment où il y a des mouvements et en sont la représentation ;

– c'est un processus qui se retrouve à une année d'intervalle : l'analyse de la période politique dans laquelle il se produit (notamment l'existence de l'Union de la Gauche et du programme commun) explique et porte ce processus. Face aux réformistes et aux stalinien le mouvement étudiant est poussé à se définir et à se structurer pour faire le poids. Ce n'est donc pas avec une vision linéaire interne au mouvement étudiant qu'il faut étudier son évolution depuis deux ans mais au contraire il n'est possible d'en rendre compte qu'au travers de ses déterminations par rapport au mouvement ouvrier organisé.

2. Notre faiblesse principale dans le cadre du mouvement de la jeunesse qui vient de se dérouler, réside dans le fait que nous n'avons pas réalisé une apparition politique autonome de la LC suffisante.

La complète subordination de notre secteur ouvrier au mouvement jeune est dû à la non-existence d'une commission ouvrière nationale ; aucune directive n'est parvenue, rendant très faible notre intervention en tant que communistes sur l'intégralité de nos positions.

Mais en milieu étudiant, notre travail de tendance et de fraction a souvent été faible ou nul : les dirigeants du secteur étant préoccupés de leurs tâches dans le mouvement de masse, souvent le reste des dirigeants de l'organisation ont dû se préoccuper du travail Ligue dans le milieu (« doublage » des responsables lycéens, étudiants et CET).

L'hétérogénéité du secteur étudiant LC était grande à la veille du mouvement, sa direction divisée, trois positions au moins demeuraient (Toulouse, Rouen, Paris) au niveau national, la non-application de la ligne du congrès a accentué cette disparité. A Paris, aucune structure de masse ne pré-existait au mouvement. En province l'absence de centralisation laissait à l'improvisation la construction des CL (tantôt sur l'Occitanie, tantôt sur la réforme universitaire).

Aussi avons-nous été confrontés au fait que tous les courants opposés au nôtre avaient, eux, constitué leur propre tendance. Révolution ! mettait en place des CA et convoquait une FNCA. L'AJS avait son UNEF. L'UEC aussi. Nous rien. L'absence des CR était même cruellement ressentie (le congrès ayant décidé leur quasi-suppression).

Nous avons gagné la majorité absolue dans le mouvement sans avoir mis en place aucune structure de capitalisation. Ainsi, nous avons dû proposer le cadre unitaire des comités de grève, en l'appelant « comité de mobilisation ». Une rencontre nationale des comités de mobilisation est prévue pour le 19 mai.

L'existence d'un cadre organisé *national*, de luttes *nationales*, de tendances et d'organisations *nationales*, la nécessité de rapports avec les syndicats, tout tend à poser la question de la structuration *nationale* de notre tendance. Ne pas y répondre serait de notre part une faute d'autant plus grande que nous laisserons la place libre à tous les courants qui nous combattent.

3. Depuis le début de nos discussions sur le travail étudiant un facteur décisif s'est produit : nous n'y sommes plus une minorité mais une *majorité* dans les luttes du milieu. Ceci pose en d'autres termes les questions tactiques de construction de notre tendance.

a) Soit le cadre unitaire se maintient sur une plateforme que nous écrivons, conçue comme une « charte du mouvement étudiant » s'efforçant de fournir des analyses et des propositions d'action pour la fin de l'année universitaire et la rentrée d'octobre-novembre (sous le sigle « FNCM ») :

– c'est l'hypothèse la moins probable ;
– mais nous devons dans tous les cas, tactiquement, maintenir le cadre unitaire et tendre à faire apparaître les autres forces comme scissionnistes. Ceci découle du fait que nous n'avons pas, à temps, créé nos propres structures ;

– toujours dans cette hypothèse, nous devons alors prendre l'initiative de faire une réunion nationale des comités rouges étudiants dans le mois de juin afin de regrouper tous ceux qui dans ce mouvement se sont rapprochés directement de la Ligue. Une telle réunion ressemblerait à celle que nous tenons en milieu lycéen ;

b) soit l'éclatement, la cartellisation se produit cette fois encore comme un processus traditionnel au cours d'une retombée du mouvement et dans ce cas la réunion nationale du 19 mai se réduira très vite à une réunion du courant que notre intervention a découpé, c'est-à-dire aux comités de lutte :

– c'est l'hypothèse la plus probable ;
– le courant que nous avons découpé correspond globalement aux 190 mandats qui nous avaient valu la majorité absolue contre 74 de l'AJS-UNEF et les 63 de